

COMMUNIQUE DE PRESSE – 27/04/2017

Fin d’hiver : encore des remises à la rue en Seine-Saint-Denis !

Depuis le mois d’octobre 2016, la Ministre du logement Emmanuelle Cosse rappelle le caractère particulièrement préparé du dispositif de veille saisonnière et annonce l’absence de remise à la rue des personnes prises en charge.

Ce sont 102 personnes qui ont déjà été remises à la rue depuis le 27 janvier dernier suite à la fermeture des places dites « exceptionnelles » et la fermeture de quelques places le 31 mars dernier.

Même si plusieurs sites d’hébergement bénéficient de prolongations jusqu’au mois de juin, ce qui ne fait que reporter de quelques semaines la remise à la rue de plusieurs centaines de personnes, plusieurs sites doivent fermer leur portes au 28 avril prochain. Ce sont environ 65 personnes qui sont concernées par ces remises à la rue.

Au-delà de ces situations exposées à un retour à la rue, ce sont plus de 200 personnes qui font face chaque jour à une absence de mise à l’abri faute de place disponible. A titre d’exemple, pour la nuit du 23 au 24 avril dernier, ce sont 260 personnes (dont 233 personnes en familles, 2 couples, 21 hommes seuls et 5 femmes seules) qui n’ont pas eu de réponse positive du 115.

Depuis le 1^{er} novembre, plus de 5 571 personnes différentes (dont 1 945 enfants) ont eu une demande non pourvue faute de place disponible. Nous savons par ailleurs que la sollicitation au 115 est loin d’être systématique et ce chiffre potentiellement sous-évalué¹. Ces absences récurrentes de réponses conduisent à l’épuisement des personnes et à leur mise en danger, notamment les enfants.

Nous demandons l’application du principe de continuité de prise en charge et la fin de la gestion au thermomètre des places d’hébergement. Nous réaffirmons la demande de mise en œuvre d’un plan d’urgence pour la veille sociale en Seine-Saint-Denis².

Contact presse :

Maxence Delaporte

Responsable Opérationnel

Interlogement93

maxence.delaporte@interlogement93.net

06 07 13 92 68

¹ Selon l’enquête Flash réalisée par le SIAO-93 auprès de 8 accueils de jours du département pour les journées des 21 et 22 février dernier, sur 607 personnes interrogées, « seul 24% des personnes en danger de rue avéré [135 personnes] avaient fait appel au 115 dans la semaine écoulée pour un hébergement d’urgence ou une mise à l’abri ».

² [Lien web](#) – Plan présenté au cabinet de la Ministre du logement le 15 mars 2017 et au Directeur régional et interdépartemental de l’hébergement et du logement le 12 avril 2017.